

IX

RENÉ de MAXIMY

**Les orientations actuelles de l'urbanisation à Kinshasa**

*Present trends in the urbanization of Kinshasa*

**Mots-clés :** Périphéries urbaines. Laisser-faire. Urbanisme de classe. Prestige.  
«Fait du prince». Référent colonial. Kinshasa (Zaire)

**Key words :** *Urban belts. «Laisser-faire». Exclusive town-planning. Prestige.  
«At the mercy of the prince». Colonial reference. Kinshasa (Zaire)*

Extrait de René de Maximy, *Kinshasa ville en suspens. Dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme. Approche socio-politique*, Editions de l'ORSTOM, collection *Travaux et Documents*, Paris, 1984, pp. 186-191, 193-206

### *Urbanisation sans directives et sans moyens*

Elle concerne des populations surveillées politiquement par un régime policier, obnubilées par le besoin de se loger le mieux possible (22) en fonction de leurs capacités d'investir et de la proximité des zones d'emplois. Il en résulte une extension permanente de l'espace occupé par des constructions sommaires, précaires, jamais autorisées, toujours inachevées. Cette extension progresse au rythme de la croissance démographique surtout migratoire. On ne peut parler ici de quartiers, même sous-intégrés, encore moins de ville. En cela cependant Kinshasa ne diffère pas des autres villes africaines où la frange pionnière se caractérise par les mêmes carences d'équipements d'infrastructure. Malgré cela, les «extensions», jusqu'en 1974, ont cependant suivi un plan en damier tracé par les Chefs de Terre, attestant d'un minimum de contrôle de la part de ceux-ci. Le découpage en était habituellement entériné par les commissaires de zones, auxiliaires objectifs des Chefs de Terre, pour le meilleur de leurs affaires respectives.

Depuis la fin de 1974, on constate de plus en plus fréquemment que cet ultime contrôle, que ce semblant d'organisation, ne s'exerce plus en certains points situés très loin de tout centre ou subcentre un tant soit peu équipé. Ainsi dans certaines «extensions» parmi les plus lointaines, entre des quadrilatères délimitant des ensembles de parcelles, des «rues» de quelques mètres de large sont barrées par les derniers arrivés qui ne trouvent de disponible que cet espace, à moins de s'installer à des distances impossibles à parcourir à pied s'ils veulent vivre «en ville» et grâce à la ville.

Cela a pour effet de modifier quelque peu le plan très pénétrable qui se maintenait vaillamment que vaillamment. En effet deux lots de parcelles disposés en bandes d'une cinquantaine de mètres de long, séparés par un tronçon de «rue» de six mètres de large, après squatterisation se transforment en un lot en bande d'une centaine de mètres de long, plus difficilement franchissable, alors que les usagers, habitants de ces lieux, se déplacent à pied. Il est vrai que les chemins-pietonniers qui courent à travers les parcelles non closes tempèrent cet inconvénient en abrégant considérablement les distances. Mais une fois ces parcelles encloses, ce qui adviendra tôt ou tard, le fonctionnement interne de ces «extensions» deviendra des plus difficiles.

Dans ces lointaines «extensions», véritablement excentriques, la ville ne fonctionne plus. Pourtant les nouveaux venus qui s'y sentent abandonnés, et le sont effectivement, demeurent encadrés politiquement. Selon les directives officielles, que tous respectent dans la peur, le MPR doit être leur famille sociale et leur référence. Sans lui rien ne se peut. Comme ce «Mouvement Populaire (obligatoire) de la Révolution» n'est apte qu'à interdire, les velléités d'actions communes spontanées, donc de prise en main des conditions d'existence et d'implantation selon les circonstances, s'en trouvent anéanties. Quant à l'action dictée par le Parti, celle qu'on appelle «le Salongo», elle prend l'allure d'une caricature dérisoire dans ces lointaines banlieues (23).

(22) C'est-à-dire une maison de mauvais parpaings de ciment, couverte de tôle clouée sur une charpente légère généralement non fixée au mur, ce qui entraîne des accidents meurtriers les jours de grands vents. Evidemment ces maisons ont quelques ouvertures fermées par des planches.

(23) Le Salongo est obligatoire le samedi. C'est un travail collectif, mais non communautaire, qui devait permettre aux gens de réaliser ensemble des travaux utiles à l'amélioration de leurs conditions de vie. Très impressionné par la Chine de Mao, Mobutu avait préconisé ce type d'action politique de masse. L'idée, bonne en Chine, s'est trouvée ici asservie à des intérêts de classe. Le Salongo fournit des travailleurs obligatoirement «bénévoles» pour l'amélioration des beaux quartiers et l'entretien des abords des maisons des gens en place. A l'époque coloniale, la «corvée» avait des objectifs plus sociaux... Devra-t-on regretter les «réquisitions» et la «chicotte»... D'ailleurs en 1981 lorsqu'on parle du Salongo aux responsables zaïrois cela les fait sourire...

On constate le tragique d'une situation à ce point bloquée, lorsqu'on se réfère à la logique de la croissance urbaine en Europe. En effet, cette croissance s'est faite en liaison avec les techniques, principalement celles qui servirent la circulation des gens et des biens. On sait que les villes, d'abord bourgades dimensionnées au pas de l'homme, devinrent des entités adaptées au pas de cheval et à la charrette ; puis se transformèrent avec le chemin de fer, moyen rapide de déplacement linéaire, inscrivant dans l'espace les villes-pieux poussant leurs tentacules au milieu des champs ; enfin se densifièrent, et s'étalèrent en même temps, avec l'usage banalisé de la voiture automobile, renforcé par celui de transports en commun modernes aux réseaux de plus en plus serrés et adaptés aux besoins des citadins.

A Kinshasa, grâce aux techniques et mentalités importées d'Europe, la ville a eu tout de suite, ou presque, à sa disposition l'usage de la voiture automobile. Celle-ci sous forme de bus et de camions, a permis de se déplacer rapidement le long de quelques axes, d'un point à l'autre du site urbain. Cela a suffi pour rendre des espaces éloignés de tout squatterisables par l'apport de ciment, de bois de charpente et de tôles, en dépôts répartis sur toute la ville. La proximité, trompeuse, des axes a aussi favorisé le squatting (24). Ainsi la ville s'est développée sans qu'on y prenne garde. Mais ces «excentriques» sont dévolues à des piétons qui n'ont trop souvent même pas le moyen d'acheter un titre de transport : «ticket ezali te» ! (le ticket, y a pas ! En clair : on n'a pas les moyens d'aller en bus). Quoiqu'il en soit, il y a finalement une réelle possibilité pour tous de s'implanter quelque part à Kinshasa... à des kilomètres des lieux d'emploi. Ainsi les gens démunis, habitant des extensions lointaines, des «excentriques», ne peuvent circuler. Ils sont donc contraints soit à être chômeurs et installés là, soit à se rapprocher des lieux d'emplois, à s'installer dans des quartiers attrayants à loyers prohibitifs, ou surdensifiés à forts loyers, soit à marcher des heures (24) pour faire de la présence sporadique dans une quelconque administration ; soit à pratiquer des travaux misérablement rétribués pour lesquels la productivité et les horaires ne sont pas trop impérieux.

Ainsi, dans ce cas, mieux vaut squatteriser une «rue» que les autorités urbaines ignorent, plutôt que d'aller encore plus loin. On voit bien alors que l'implantation des néo-Kinois se développe en auréoles concentriques autour des quartiers équipés et des zones d'activités. Les auréoles les plus éloignées abritent les derniers arrivés, les gens démunis, qui y resteront jusqu'à ce que leurs moyens d'existence s'améliorent (mais comment ?) ou que la ville urbanisée par le Pouvoir se développe dans leur direction (...) (mais quand ?).

Cela amène à faire deux constatations :

- les zones d'emplois, industrielles notamment, sont cernées, envahies, submergées par des maisons installées en squatting que le Pouvoir Urbain ne peut qu'interdire formellement, sans plus. Car toute action de sa part ne saurait être que de destruction de

(24) Proximité trompeuse, parce que tant que le squatter s'installe, les matériaux de construction stockés le long de la route, ne sont pas trop loin : un, deux ou trois km — mais ensuite lorsque de là il faut aller en bus (si on peut se l'offrir) à un centre suffisamment achalandé, il faut compter 1h 30 dont la moitié en attente, sans compter le temps du parcours à pied initial et au retour : même chose — Cf AK 30 et 32, commentaires J. FLOURIOT, les courbes insochrones révèlent partiellement ce problème.

logements, sans création de lotissements compensateurs. La gestion actuelle de la ville, et du pays, semble livrée à des « responsables » qui n'ont en guise de solidarité sociale qu'une complicité d'intérêts. C'est pour cela que le « laissez-faire » apparaît comme une solution idéale, qui a l'avantage de ne pas bousculer les « équilibres » favorables au bien-être des Puissants.

- La limite de l'appropriation de l'usage de l'espace urbain (squattant sur les franges et dans les lointaines extensions) est économique. Elle procède du raisonnement suivant fait par les déshérités :

Qu'est-ce qui coûte le plus, de payer un loyer proche du lieu de travail (qu'on espère) ou de n'avoir pas de loyer à payer (encore que la parcelle vide coûte au moins 200 zaïres à l'acquisition) mais cependant l'obligation de payer le « ticket » (25), de marcher des heures et d'être dans l'impossibilité de jouir, à cause de cela, des avantages économiques et socio-culturels de la ville ?

Et le « choix » se fait selon une situation présente qui impose toujours impérieusement une solution. On comprend alors qu'en fonction des rentrées d'argent les gens bougent énormément dans la ville. Chaque déménagement correspondant à une amélioration des conditions de vie. Ce mouvement pratiqué indépendamment par chaque famille, est donc un mouvement collectif de réajustement. L'ensemble des Kinois agit comme un corps relativement fluide (autre forme de « pâte urbaine ») tendant à un point d'équilibre jamais atteint, car ce corps est vivant donc évolutif. On doit pouvoir appeler cela un phénomène de gravité sociale et de gravitation de plus en plus rapprochée (densification) autour des centres issus de l'urbanisme colonial. « l'étude socio-économique de 1967 » (26) signalait déjà qu'alors, chaque année, plus de 10 % de la population kinoise déménageait à l'intérieur de l'agglomération. Cela faisait environ 100 000 personnes. Ce mouvement était dû en partie à la montée des jeunes qui quittaient les quartiers de résidence de leurs parents pour s'établir ailleurs, fondant un nouveau ménage. Ces causes demeurent et se conjuguent avec cette recherche de conditions de vie meilleures que l'on vient d'évoquer. Il n'y a pas de raison de penser que l'ampleur de cette migration intra-urbaine ait diminué depuis 1967. Ce qui signifie qu'en 1981, plus de 250 000 personnes déménagent chaque année, dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie, soit en agrandissant leur logement, soit en se rapprochant des lieux d'emplois, soit en s'installant plus près des points équipés de la ville. Un tel flottement, ajouté au chômage nécessairement structurel dans une ville en

(25) Le simple fait de « payer le ticket » est pour de très nombreuses familles un problème financier quasi insoluble, tant les salaires sont ajustés au strict minimum économique vital.

(26) DUCREUX (Maurice), op. cit.

hypercroissance, entraîne le développement tout aussi structurel du vol et de la prostitution comme activité de survie. Ce comportement est prometteur de bien d'autres violences (27).

*Une urbanisation soumise aux exigences d'une classe de nantis.*

Les cartes (jointes h.t.) traitant de la distribution des voies revêtues et de la typologie des quartiers selon la qualité des gens qui les habitent, mettent en évidence les options d'urbanisme choisies par les responsables du Pouvoir Urbain, c'est-à-dire en dernier ressort, par les fonctionnaires des services de la Présidence, au Zaïre. Ces options se déduisent des réalisations effectuées depuis 1960. En effet seuls ont bénéficié d'investissements les points de la ville qui motivaient l'attention la plus suivie des autorisés responsables.

En recherchant les motivations probables qui ont présidé à ces investissements, doit se révéler la manière zaïroise d'appréhender le phénomène urbain. Cependant, si l'on connaît les principales réalisations publiques faites à Kinshasa, les raisons qui ont présidé à leur mise en chantier furent rarement explicités. Du moins ne le furent clairement que celles qui exaltaient la grandeur du Pays à travers le prestige de sa Capitale ou de son Président, et celles qui donnaient de la politique urbaine une image susceptible de fortifier l'adhésion des masses populaires à un régime qui connaît la fragilité de ses assises tant il émane peu d'un vrai consensus national (28).

C'est pourquoi il entre une forte part de suppositions raisonnables, parce que raisonnées par quelqu'un qui connaît bien et le milieu et les décideurs, dans les observations avancées.

(27) Le vol n'est pas que structurel, il est devenu institutionnel lorsque le «matabish» (petit cadeau) est devenu obligatoire. Mais on peut dire que c'est une forme de l'échange, connu sous des vocables divers dans le monde entier : «bakchich», «dash» en pidgin, mais aussi «honoraires» ou «enveloppes» dans les dignes administrations d'Europe. C'est une forme d'arnaque appuyée sur la détention d'une parcelle de pouvoir. Si le pouvoir vient à manquer, on appellera ça alors réellement vol ou escroquerie.

A noter que Mobutu a stigmatisé dans un discours les profits illicites des entreprises étrangères et des étrangers trafiquant au Zaïre. Il a dit en substance : il est plus grave de faire des profits illicites par le trafic de devises ou de toute autre manière que de voler pour un petit voleur zaïrois. En effet l'Européen utilisera cet argent hors du pays, ce qui constituera une perte de substance préjudiciable à l'économie nationale, tandis que le voleur zaïrois dépensera le fruit de son vol dans le pays, ce qui fera marcher les affaires. Cela n'est pas si faux mais il ne faut pas oublier que les trafiquants de devises profitent de la complicité de personnages haut placés qui sont ressortissants zaïrois. En outre, bien des voleurs zaïrois vendent le produit de leur vol à Brazzaville (République Populaire du Congo). Après ce discours, le vol à la tire et les cambriolages se multiplient.

(28) En 1978 il y eut l'affaire dite «de Kolwezi». Voici ce qui fut écrit dans la presse française : «Mobutu n'a même plus confiance dans les soldats zaïrois chargés d'assurer sa sécurité», CANARD ENCHAINE, No 3006 du 7/6/78... «Potentat discrédité, dilapideur, prévaricateur incapable, haï et méprisé par l'immense majorité des Zaïrois, Mobutu qui était au bord de la déchéance, fut remis en selle par Giscard son protecteur. Sans doute lui fit-on promettre d'améliorer ses méthodes de gouvernement. Il en profita aussitôt pour mettre en prison son ministre des Affaires Etrangères, pour faire fusiller une douzaine et demi d'opposants et pour s'enrichir un peu plus tandis que la situation économique continuait d'empirer, la désorganisation administrative de s'accroître, le mécontentement populaire de s'étendre». CANARD ENCHAINE, No 30 004 du 24/5/78...

«En effet, l'économie du Zaïre (...) est en ruine. La hausse des prix est de cent pour cent par an. Le revenu national du pays baisse de cinq pour cent par an depuis plusieurs années. Le budget du Zaïre se solde par un déficit proche de deux milliards de francs (...) Le Zaïre souffre d'une corruption généralisée qui appauvrit les plus défavorisés et enrichit les classes dirigeantes qui vivent à l'européenne (...) En 1977, sur quatre cent cinquante millions de dollars d'exportations zaïroises de café, cent vingt millions de dollars seulement ont été rapatriés officiellement dans les coffres de la Banque Nationale». J. MORNAND, NOUVEL OBSERVATEUR No 710 du 19/6/78.

PRINCIPALES OPERATIONS D'URBANISME DE 1960 à 1976

| LOCALISATION des TRAVAUX               | TYPE de QUARTIERS      | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | TYPE de TRAVAUX                |
|--|------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|--------------------------------|
| "Centre - Ville"                       | Affaires               | • | • |   |   |   | • | • | • |   |    | Voierie et réseaux divers      |
| "Centre des Affaires"                  | Affaires Haut Standing | • |   | • |   |   | • |   |   |   | •  | Equipement, voies, rés. divers |
| Foire ( FI. KIN)                       | Affaires               | • | • | • |   | • | • |   |   |   |    | Equipement - V. R. D.          |
| Super-marché C.V. Bibliothèque Nation. | Affaires               |   |   |   |   |   | • | • |   | • |    | Equipement - V. R. D.          |
| Limete - Echangeur                     | Affaires               |   |   |   |   |   | • | • |   | • |    | V. R. D. *                     |
| Boulevard Patrice Lumumba              | Route, Affaires        |   |   | • |   |   | • |   |   |   |    | V. R. D.                       |
| Palais de la radio                     | Affaires               | • |   |   |   | • | • |   |   |   |    | Construction                   |
| International World Center             | Affaires               | • | • | • |   |   | • | • |   |   |    | Construction                   |
| Mont Ngaliema                          | Adm. - Haut Standing   | • | • |   |   |   | • |   |   |   |    | V. R. D.                       |
| Route Matadi - Ngaliema                | Haut Standing          |   | • |   |   |   |   |   |   | • |    | Equipement - V. R. D.          |
| Joli-Parc                              | Haut Standing          |   | • |   |   |   |   |   |   | • | •  | Voies, réseaux divers          |
| Binza                                  | Haut Standing          |   | • |   |   |   | • |   |   | • | •  | Voies, réseaux divers          |
| Boulevard du 30 Juin                   | Affaires- Haut Stand.  |   |   | • |   |   | • |   |   |   |    | Voies, réseaux divers          |
| Gombe - Kalina                         | Haut Standing          |   |   | • |   |   | • |   |   | • | •  | Voies, réseaux divers          |
| Rue du Commerce                        | Haut Standing          |   |   | • | • |   |   |   |   |   |    | Voies, réseaux divers          |
| Université - Livulu                    | Haut Standing          | • | • |   |   | • | • |   |   | • | •  | Voies, réseaux divers          |
| Kimwenza                               | Haut Standing          |   |   |   |   | • |   |   |   |   | •  | Equipement - V. R. D.          |
| Plantation Bd. 30 Juin                 | Haut Standing          |   |   |   |   |   | • | • | • |   |    | Ornemental                     |
| Parc Pdtiel - Mont Ngaliema            | Haut Standing          |   |   |   |   |   | • | • | • |   | •  | Equip. Ornemf. Construction    |
| Autres Palais Présidentiels            | Haut Standing          |   |   |   |   |   | • | • | • |   |    | Construction                   |
| Cité O.U.A.                            | Haut Standing          | • | • |   |   |   | • | • |   |   |    | Equip. V.R.D. Construction     |
| Kinsuka                                | Haut Standing          |   |   | • | • |   |   |   |   | • |    | Lotissement                    |
| Monument de l'Indépendance             | Politique              | • | • |   |   |   | • | • |   |   |    | Construction                   |
| Bandalungwa                            | Classe moyenne         |   |   |   | • |   |   |   |   |   | •  | Voies, réseaux divers          |
| Kasavubu                               | Classe moyenne         |   |   | • | • |   |   |   |   |   | •  | Voies, réseaux divers *        |
| Ngiri - Ngiri                          | Classe moyenne         |   |   | • | • |   |   |   |   |   | •  | Voies, réseaux divers *        |
| Lemba                                  | Classe moyenne         |   | • |   |   |   |   |   |   |   |    | Lotissement                    |
| Ndjili                                 | Populaire              |   |   | • | • |   |   |   |   | • | •  | Voies, réseaux divers          |
| Kibanseke                              | Populaire              |   |   | • | • |   |   |   |   |   |    | Route *                        |
| Ngaba                                  | Populaire              |   |   |   | • |   |   |   |   |   |    | Voies, réseaux divers *        |
| Selembao                               | Populaire              |   |   | • | • |   |   |   |   |   |    | Route *                        |
| Mukali                                 | Populaire              |   |   | • | • |   |   |   |   |   |    | Lotissement *                  |
| Avenue de l'Université                 | Populaire              |   |   |   |   | • |   |   |   | • | •  | Voies, réseaux divers          |
| Grand Marché                           | Populaire              |   |   | • | • |   |   |   |   |   |    | Equipements, V. R. D.          |
| Kintambo                               | Populaire              |   |   | • |   |   |   |   |   |   | •  | Route et pont *                |
| Kingabwa                               | Populaire              |   |   | • | • |   |   |   |   |   |    | Lotissement *                  |
| Zone Industrielle Limete               | Industriel             |   |   | • |   |   |   |   |   |   |    | Voies, réseaux divers          |
| Zone Industrielle Masina               | Industriel             |   |   | • |   |   |   |   |   |   |    | Voies, réseaux divers *        |
| Zone Industrielle Ngaliema             | Industriel             |   |   | • |   |   |   |   |   |   |    | Voies, réseaux divers          |
| Zone Industrielle Maluku               | Industriel             |   |   | • |   |   | • |   | • |   |    | Lotis. Equip. V. R. D.         |
| By Pass                                | Route                  |   |   | • |   |   | • |   |   |   |    | Route, Electricité             |
| Route Matadi - By Pass                 | Route                  |   |   | • |   |   | • |   |   |   |    | Route, Electricité             |
| Badiandingi                            | Rural, militaire       |   |   |   |   |   |   |   |   | • |    | Lotissement - V R D            |
| Camps aéroport Ndjili                  | Rural, militaire       | • | • |   |   |   |   |   |   | • |    | Route et V.R. D.               |
| Nsélé - Cité M. P. R.                  | Rural                  | • | • |   |   | • | • | • | • |   |    | Equipements, V.R.D.            |
| Dne Pdt de la N'Sele                   | Rural                  |   | • |   |   |   | • | • | • |   |    | Equip. V.R.D. Construction     |
| Kinkole                                | Rural                  |   |   |   |   |   |   |   |   | • |    | Equipements, V. R. D.          |
| Route Ndjili - Kimpoko                 | Rural                  | • | • | • |   |   | • | • | • |   |    | Route                          |

MOTIVATIONS : 1. Nationale; 2. Politique; 3. Economique; 4. Sociale; 5. Culturelle; 6. Prestige; 7. Psychologique; 8. Fait du Prince; 9. d'un groupe; 10. Inconsciente. Initiative de la M.F.U. \*

Parmi les investissements correspondants aux 48 lieux de Kinshasa où des opérations ou ensemble d'opérations furent provoquées par l'Etat ou la ville :

37 concernent des travaux de voirie accompagnés de l'implantation d'autres réseaux : eau et électricité (principalement), assainissement. De ceux-ci 10 furent complétés par des équipements : trottoirs, marchés, parkings, etc... et 6 ne furent que routiers avec pour 3 d'entre eux un éclairage public le long de leur tracé ;

6 concernent des lotissements depuis la voirie et l'assainissement jusqu'à la construction des maisons lorsque c'étaient des lotissements militaires.

5 concernent des constructions généralement monumentales ou prestigieuses ;

2 concernent des travaux d'embellissement entrepris pour des raisons de prestige plus que pour toute autre raison.

En outre 16 fois de tels travaux furent entrepris au bénéfice quasi exclusif des nantis, habitants des beaux quartiers et 8 fois, il s'est agi d'investissements susceptibles de favoriser les affaires liées au secteur capitaliste de l'économie.

Enfin 9 communes (zones) peuplées de population à très faibles revenus et 4 communes (zones) occupées essentiellement par des populations à revenus assurés et relativement suffisants (classe moyenne) ont partiellement profité d'investissements en voiries et réseaux divers (assainissement et électricité).

Les autres investissements conséquents concernent les quartiers industriels au rôle fondamental pour l'économie nationale.

On pourrait penser, au vu de ce tableau, que, malgré une position moins avantageuse sur la liste des travaux entrepris, les quartiers populaires ont été relativement équipés. Un tel optimisme n'est pas soutenable. Il suffit pour s'en convaincre d'évaluer l'importance des aires urbanisées, aménagées, mises en relation avec l'ensemble des populations qui en profitent.

Le tableau qui suit ne traite que des populations bénéficiaires des travaux selon l'importance de leurs revenus (29).

|  | Hauts revenus | Revenus moyens<br>ou faibles | Très bas revenus |
|--|---------------|------------------------------|------------------|
| Surfaces desservies<br>depuis 1960 . . . . . | 800 hectares  | 350 hectares                 | 600 hectares     |
| Populations à<br>desservir . . . . .         | 50 000 hbts   | 470 000 hbts                 | 650 000 hbts     |

Sources : RGP. 1973 et plan de Kinshasa «Esacta», 1971.

(29) Voir sur cette question des revenus à Kinshasa, l'étude de J. HOUYOUX, op. cit.

Il faut noter que les quartiers de haut standing se sont agrandis considérablement par extensions des espaces lotis en villas, mais que déjà avant 1960 ces quartiers étaient fort bien équipés.

De même avant 1960 il y avait environ 450 000 Kinois dont 380 000 installés en des quartiers correctement équipés. L'ensemble des gens ayant un revenu «moyen» (notion relative) habite ces quartiers, mais de 380 000 en 1960, le nombre des habitants est passé à 470 000 en 1973 (30). —on doit nuancer encore cela car tous les habitants des «cités» belges ne sont pas assurés d'un revenu «moyen». En fait les «anciennes cités», très dégradées, abritent une population disparate, aux revenus hétérogènes. Là se rencontrent de nombreux travailleurs manuels installés dans de véritables taudis, surtout à Barumbu et Lingwala (deux des anciennes cités de Kinshasa) où demeurent encore de nombreux petits flots tout à fait insalubres où se groupent les derniers arrivés en attendant emploi et logement.

Ces flots sont des parcelles que les premiers occupants ont densifié après 1960, car le contrôle a alors cessé de s'exercer en fonction des normes réglementaires et de leur respect. Notamment le coefficient d'occupation du sol devint une notion caduque, hors de toute signification. En outre, les populations Kongo qui résident là ont beaucoup de «cousins» qui vont naturellement les voir dès leur arrivée à Kinshasa. Cependant depuis quelques années, ces parcelles sont rentabilisées au maximum par des chambres de passage où les occupants ne demeurent que le temps de commencer leur intégration urbaine. Il est à noter que ce sont des travailleurs manuels qui habitent là. Dès qu'un emploi stable leur assure un revenu, même modeste, ils vont s'installer plus décemment. Enfin ces flots se situent relativement loin des quartiers et de rues attractifs pour les boutiques des commerçants ou les échoppes des artisans, la location de chambres (les plus petites et les plus nombreuses possibles sur chaque parcelle) permet donc de les rentabiliser.

La classe moyenne se rencontre dans les «nouvelles cités» surtout, et les «cités planifiées», à l'exception de Ndjili, peuplée de travailleurs manuels, de bonne qualification dans l'ensemble, qui jouissent aussi d'un salaire assuré.

Ainsi depuis l'Indépendance, les pouvoirs publics ont investi un peu dans les quartiers populaires très dépourvus d'infrastructures et d'équipements, beaucoup dans les beaux quartiers. Les quartiers datant de l'époque coloniale, les «cités», se sont quelque peu dégradés, mais possèdent toujours un équipement satisfaisant et demeurent très attractifs. Le prix des logements (achat ou loyer) y est tel que seuls les gens assurés d'un certain revenu peuvent y rester. La valeur des parcelles bâties y étant de 3 000 à 5 000 dollars US, et pouvant même atteindre jusqu'à 10 000 dollars US, (31).

On peut donc écrire que depuis 1960, les disparités se sont maintenues et aggravées, notamment, (1973) 4,2 % de la population ont disposé de 800 hectares supplémentaires de terrains équipés ou desservis, et 54,2 % ont disposé de 600 hectares de terrains desservis, et parfois équipés (32) (Cf. tableau précédent).

(30) Un nouveau RGP est prévu pour 1982. Les chiffres de 1973 sont les plus récents disponibles. La population de ces quartiers est probablement de 500 000 au moins en 1981, bien que le seuil de densité maximale semble être atteint.

(31) Sources AK 14 : Parcellaire, Cartes et commentaires de J. FLOURIOT. Les valeurs sont données en dollars US 1975, car le zaïre étant une monnaie très instable, il est impossible de l'utiliser comme monnaie de référence.

(32) Il faut encore savoir que «desservi» veut dire accessible en voiture jusqu'à la porte de la maison, dans les beaux quartiers et quel que soit le temps ; dans les quartiers populaires cela veut dire : à moins de 300 mètres à pied d'une voie revêtue.



Or les 4,2 % de la population (dont la moitié environ sont des étrangers) utilisent environ 1 500 hectares pour leur usage propre, et les 54,2 % de la population utilisent 5 000 hectares environ. Le reste de la population soit 41,6% dispose de 3 600 hectares équipés, lotis avant 1960 et dont une petite partie, 350 hectares, fut améliorée depuis.

Ainsi furent équipés, entre 1960 et 1973 :

- 1 hectare pour 63 individus des quartiers déjà très équipés ;
- 1 hectare pour 1 343 individus des quartiers assez bien équipés ;
- 1 hectare pour 1 083 individus des quartiers pratiquement dépourvus d'équipements.

Mais les 63 individus n'avaient besoin de rien, seulement se rencontrent parmi eux quelques ministres, ou anciens ministres, ou quelques autres notables très importants ; les 1 343 individus ont des besoins qu'il faut satisfaire au moins un peu, car parmi eux nombreux sont ceux qui servent le capital accaparé par les notables, qui ont donc réellement besoin d'eux ; les 1 083 individus n'ont pas à se plaindre : «squatters» tolérés, ils sont reconnus quand il faut payer l'impôt «per capita» que lèvent les municipalités...

Des opérations ou ensemble d'opérations (33) provoqués par l'Etat : on vient de noter que 37 concernent des travaux de voirie et autres réseaux (VRD). Des ces 37 opérations, 19 seulement ont été entreprises pour des raisons économiques, et 11 pour des raisons sociales (34). Cependant des raisons de prestige interviennent 18 fois, le fait du prince : 8 fois, les pressions dues à un groupe social (35) ou une «classe» : 9 fois, des raisons psychologiques : 7 fois. Les raisons «inconscientes» (explication de la signification présente à donner à ce mot : ci-après) interviennent 12 fois. Les arguments politiques ont été avancés 13 fois et les raisons nationales : 9 fois.

Pour les lotissements ce furent des raisons sociales et économiques qui les justifiaient, sauf dans les cas de lotissements pour les militaires, dans ce cas on doit invoquer d'abord le fait du prince et aussi la nécessité qui lui impose de ne pas mécontenter la seule force qui soutient son autorité, et qui peut être capable, immédiatement, de le renverser.

(33) Car il s'agit de la localisation des investissements. Certaines zones (communes) n'en profitèrent que peu, qui sont citées une fois, et d'autres, citées également une fois, en profitèrent d'une manière usuelle pour toutes sortes de raisons.

(34) Il peut s'agir des mêmes travaux, car il peut arriver que des raisons sociales soient avancées en même temps que des raisons économiques. Il en est de même pour toutes les raisons avancées ou supposées.

(35) Il est difficile de toujours définir de tels groupes : cela peut être des gens du même quartier, comme à Ndjili en 1968. Sur la notion de groupes, et leur multiplicité, on lira avec profit le long exposé de G. GURVITCH, in LA VOCATION ACTUELLE DE LA SOCIOLOGIE, tome 1er : SOCIOLOGIE DIFFERENTIELLE, PUF 1957, 508 pages.

Les constructions de bâtiments réputés prestigieux, tels le «World Trade Center» ou la «Maison de la Radio», de monuments tel celui de l'Indépendance, ou les embellissements ont parfois obéi à des motivations économiques, politiques ou sociales, mais aussi, toujours, à des motivations de prestige. C'est d'ailleurs du fait du prince que ces décisions furent prises. Les raisons nationales ont parfois été invoquées.

Ces chiffres et ces motivations confirment que les surfaces et populations desservies indiquent :

Tout d'abord que c'est bien une classe au pouvoir, et même souvent un homme au pouvoir, qui décide de tout : au point que même un investissement collectif justifié en est généralement entravé jusqu'à ce qu'une apparence de décision vienne du «Mfumu munene», Chef Suprême. L'équipement de Ndjili en éclairage est exemplaire pour illustrer cela et doit être expliqué. Les Ndjilois désirant l'électricité, notamment pour les ateliers et les commerces du petit quartier central, organisèrent parmi les futurs bénéficiaires, une collecte et déposèrent cet argent à la Colectric, société chargée de l'électrification et de la régie de l'électricité à Kinshasa. C'était avant l'avènement de Mobutu. Lorsque le MPR fut officialisé, le bourgmestre de Ndjili se vit demander cet argent. Il l'aurait versé à la caisse du Parti, mais la Colectric fit valoir que l'argent avait été mis en dépôt chez elle pour l'électrification de Ndjili et pas pour autre chose. Le bourgmestre changea. Son successeur renouvela la demande du MPR. La Colectric maintint sa réponse. Finalement, ne pouvant récupérer cet argent, qui ne lui appartenait pas, le MPR céda. En 1968, à Noël, les Ndjilois eurent «leur» électricité. Les journaux titrèrent le lendemain : «Cadeau de Noël du Président Mobutu aux habitants de Ndjili». Suivait un article élogieux à la gloire du «Père de la Nation». Les Ndjilois commentèrent la chose à leur façon ; un peu étonnés tout de même d'avoir obtenu gain de cause. Il n'y eut pas de manifestation de remerciements auprès du Président, qui de son côté n'insista pas... C'est la seule fois où un groupe de travailleurs obtint un tel résultat... Et encore il s'agissait de travailleurs ayant pignon sur rue, donc des bourgeois au sens premier du mot.

Les arguments qui justifèrent la conduite de la classe en place, jouent un rôle conséquent. L'argument national, cher à toute l'Afrique nouvellement indépendante (qu'est-ce que 20 ans ?) est aussi très fort. Ces deux arguments sont presque toujours confortés par la dimension prestigieuse dont on veut revêtir les actes politiques et nationaux. Cela fait partie de la prise de conscience nationale si nécessaire à un pays aussi soumis à des tendances secessionnistes que le Zaïre. Mais ce prestige n'a pas que de nobles raisons : le fait du prince ou de la classe des nantis, s'il s'explique par l'acquisition d'avantages matériels substantiels et notamment par un enrichissement extrêmement rapide, trouve également sa raison d'être dans le prestige escompté. Il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas de société égalitaire au Zaïre qui outre l'héritage colonial demeure fortement imprégné des mentalités et des structures sociales précoloniales. Ce qui peut permettre de dire que le retour à l'authenticité —souci de culture, afin que le Zaïrois, le «Mutu», retrouve sa dignité— cache aussi un moyen de renforcer des structures traditionnelles où le chef est souverain, indiscutable et indiscuté.

Plus remarquables sont les motivations que l'on peut appeler «inconscientes», car explicitées elles ne seraient pas acceptées. (Cf. ci-après).

A noter aussi que la voirie constitue l'investissement de loin le plus considérable, surtout dans les quartiers déjà équipés. Or dans ces quartiers, les voies non encore revêtues au moment de l'Indépendance, l'ont été, systématiquement dans les anciens quartiers «européens», et partiellement pour les «cités».

Mais qui profitent de cette voirie ? Ceux qui possèdent une voiture et qui habitent ces quartiers : essentiellement les étrangers riches, la plupart d'origine européenne (Belges, Français, Portugais), méditerranéenne (Libanais ou Grecs), nord-américaine ou asiatique (Pakistanaï), les très grands personnages du Régime pour les beaux quartiers (Gombe-Kalina, Joli Parc-Parc Hembise, Binza et Djelo Binza) ; pour les «cités» : les petites gens occupant la ville de 1960. Ces petites gens forment (tendent à former) une sorte de classe moyenne, car elles sont nanties, souvent propriétaires de leur logement ou locataires avec des termes dérisoires, assurées de rentrées d'argent mensuelles ou régulières liées à des emplois d'«ancien régime» (clark, commis) conservés ou renforcés et à la location de chambres (ndako).

Les autres Kinois utilisent aussi ces voies, puisqu'ils empruntent les transports en commun... seulement leurs déplacements commencent toujours par une marche à pied, dans la poussière ou la boue, et s'achèvent de même au retour...

Le choix des motivations mises en évidence n'est pas fortuit. En voici la signification :

*Motivation d'ordre national* : dans un pays jeune, l'idée de nation est fondamentale. Dans ce sens, la grande idée du Président Mobutu Sese Seko est de créer une nation. Ceci est une nécessité vitale (36). Il suffit de se référer à l'Histoire pour en saisir l'ampleur : la «Nation Américaine» au XVIIIe siècle finissant a soulevé ainsi bien des enthousiasmes, et la Révolution Française s'est propagée au cri de «Vive la Nation».

Cette même «Nation en danger» permet une levée en masse au temps de la jeune et brève première République Française. Et l'on peut citer bien des initiales très en vogue depuis quelques années, qui ont des significations proches : C.N.R., Comité National de la Résistance ; F.L.N., Front de Libération Nationale, et son homologue angolais, le F.L.N.A., auxquels répondent les F.N.L., FROLINAT et autres ZANU etc... etc....

Tout nouveau pays pratique en tout une politique «nationale», quand il ne nationalise pas tout (37).

Au Zaïre, le mot «national» joue vaillamment son rôle «révolutionnaire». Cependant le mot «populaire», plus ambigü, le concurrence fortement. Ce qui relève du même but : créer une nation et un peuple. Il ne faut pas y chercher une connotation de «révolution socialiste», on est loin ici des républiques populaires. Et bien que les

(36) Les derniers événements ont fortement compromis ce grand dessein : il est bien possible qu'avant la fin de ce siècle le Shaba (Katanga) ait pris son Indépendance vis-à-vis du reste du pays. Ce qui sera bénéfique pour les gens de cette actuelle Province, et peut-être pour le reste du pays. Ce qui sera en outre le retour à une situation historique bousculée par la conférence de Berlin en 1885-1886.

(37) Mais il arrive que la «Nation» se réduise en fait à une classe, ou plus largement un groupe. On peut aussi envisager un Chef d'Etat qui puisse dire : «la Nation, c'est moi». Chez les Grecs, la «Nation» ne se composait déjà que des citoyens à l'exclusion des esclaves et des métèques.

députés au Zaïre soient appelés «commissaires du peuple», ils n'offrent rien de commun avec ceux des pays d'Europe Centrale et Orientale, ou des pays d'Asie Communiste. «Populaire» peut être aussi ressenti par les plus politisés comme un mot alibi, ce qu'il est également (et surtout !) de toute évidence.

*Motivation d'ordre politique* : Il s'agit là très souvent d'opportunités pour maintenir un régime très controversé, certainement détesté et terriblement craint (38) Ainsi les raisons politiques, au Zaïre, sont pratiquement toujours des raisons du moment, pour maintenir en place une oligarchie qui ne sait si elle constitue un groupe ou une classe, et qui cherche son identité : ni aristocrate, ni ploutocrate, ni démocrate, mais qui se dit formée des enfants du peuple, qui s'estime composée des meilleurs et qui possède, et étale par des voies très diverses, la richesse ou ses apparences.

Bref, il suffit de savoir que le terme de «politique» est ici voisin du terme «d'opportuniste».

*Motivations d'ordre économique* : ces motivations sont parmi les plus volontiers avancées. Elles apparaissent comme douées de la puissance du développement technique, le seul qui vaille aux regards de la plupart des responsables africains, et quelle que soit leur idéologie de référence. Ces motivations, effectivement très puissantes, doivent pour induire des actions, se faire sentir à travers un enchevêtrement de justifications plus immédiates et moins avouables, car le développement est une œuvre de longue durée et les responsables ne prennent de décisions que sous condition d'un gain rapide. Cependant les Zaïrois, à leur niveau de compétence vraie, au delà des tourments de leurs complexes d'anciens colonisés, particulièrement virulents, ont toujours témoigné d'un réalisme économique solide. Malheureusement leur niveau de compétence reste extrêmement faible, on en a vu les causes dans la première partie de cette étude, et leur réalisme ne peut s'exprimer faute de cadres compétents. Ceci les met à la merci d'étrangers n'ayant pas les mêmes buts qu'eux, et de prétentieux (ayant puisé une «culture» indéfinissable dans des ouvrages ingurgités sans esprit critique) qui confondent diplômés et savoir-faire .

(38) A juste titre : les «disparitions» ne manquent pas à Kinshasa et au Zaïre. Certains qui s'enquiraient auprès d'autorités politiques (policières), de leurs proches «disparus» se firent dire qu'ils devaient «les oublier», considérer «qu'ils n'avaient jamais existé».

Et cependant, il est difficile d'imaginer actuellement un autre régime que le régime présidentiel à parti unique. Tous ceux qui ont tenté de l'imaginer ont échoué... D'ailleurs ils imaginaient généralement le même régime, mais en changeant d'acteurs : eux devenant chefs de parti. Les débuts de l'Indépendance qui aboutirent à la «congolisation» montrent que d'autres solutions étaient possibles, furent souhaitées et furent essayées. Leur échec relève de deux séries de causes : l'extrême division des groupes qui constituent la «nation zaïroise», groupes en perpétuelle concurrence ou opposition —et Mobutu est le seul qui ait su les dominer, probablement parce qu'il est de nulle part : seule l'origine de sa mère est connue (et les étudiants mirent très sérieusement en doute sa vertu en 1971, lors de troubles qui enflammèrent l'Université de Lovanium)—, la politique des Puissances. Ces puissances ne sont plus celles du Congrès de Berlin, ce sont celles du XXe siècle finissant. Elles contrôlent le monde, surtout le tiers, et leurs comportements, comme leurs arguments, relèvent des mêmes calculs que ceux qui étaient de mise en 1885 : «le scandale géologique du Katanga» ne peut laisser personne indifférent ainsi que le prouve «l'affaire de Kolwezi» (Mai-Juin 1978).

Il faut noter que l'Histoire donne presque toujours l'exemple d'un chef charismatique et d'un parti unique —s'il échoue, le chef devient un rebelle, et son parti : un groupe de factieux— qui prennent le pouvoir dans les périodes charnières, où la société change dans ses structures et dans ses fondements (révolution). On peut presque se demander si ce n'est pas une sorte de passage politique obligé. En tout cas, si cela ne l'est pas, c'est toujours l'un des schémas politiques envisagés. Rares les pays nouveaux du XXe siècle qui ont su l'éviter : l'Inde peut-être, avec ses millénaires d'Histoire. De la forêt équatoriale, en toute certitude, on n'en a jamais vu sortir d'autres que celui en vigueur au Zaïre.. Peut-être faut-il opposer aux isolats de la forêt une idée d'Etat centralisé et monopolitique pour faire de ces isolats très dispersés, un entité forte et unie....

*Motivations d'ordre social* : ces motivations sont fortement suscitées par le peuple kinois dont l'extrême dénuement ne peut être totalement, et volontairement, ignoré. Or si l'opinion publique ne s'exprime pas, n'a pas le droit de s'exprimer, sur les problèmes généraux et nationaux, elle peut le faire, et elle le fait, pour des problèmes concernant le fonctionnement de certaines choses. Ainsi les motivations d'ordre social s'expriment, et obtiennent parfois qu'on les entende sur des points très localisés.

*Motivations d'ordre culturel* : on devrait peut-être dire motivations d'ordre acculturatif, car ce qui est considéré comme intérêt culturel est souvent ce que l'Europe considère, officiellement, comme tel. Faute d'Histoire écrite au Zaïre, faute de romanciers zaïrois, faute de recul vis-à-vis d'eux-mêmes, les Zaïrois sont handicapés sur le plan culturel, en ce sens qu'ils possèdent une culture certaine dont ils ne savent pas toujours se servir consciemment. En fait il s'agit d'une culture vraie, non d'une technique apprise... Mais obnubilés par le mirage culturel européen et par son art de la mise en valeur, ils en négligent leur identité. Au niveau des décisions d'intérêt public cela se manifeste comme un handicap sérieux...

*Motivations de prestige* : cela rejoint l'idée de nation. Il y a une revanche à prendre. Le prestige y participe. Il est d'ailleurs dans la nature de toutes les sociétés pré-industrielles, où l'individu est une personne connue dans un groupe et où la technique n'a pas engendré l'anonymat uniforme, de considérer les apparences, le prestige, comme une preuve significative de l'appartenance d'une personne à un groupe, ou d'un groupe à une force socio-politique reconnue. Le phénomène joue également, en Afrique d'après les Indépendances, sur le plan international. Et les nations d'Afrique considèrent chaque peuple qui les compose comme les Africains considèrent les individus qui forment la société où ils vivent.

*Motivations d'ordre psychologique* : ce terme fait un peu double emploi avec «national», «politique», de «prestige», «culturel», et d'autres de même notation. En effet il englobe un peu tout cela. Cependant il apporte une nuance supplémentaire, une sorte de signification nouvelle à apporter aux motivations qui ne sont pas dictées par la seule expérience, ou par un raisonnement trop rationnel. En effet il importe beaucoup pour les chefs contestés du Zaïre, et d'abord pour le Président et les membres influents du Parti, MPR, que l'imagination du peuple zaïrois, et surtout kinois qui est le plus sceptique, soit impressionnée par certaines réalisations du Régime. C'est dans ce but que les jardins du Mont N'Galiema, autrefois jardins de la résidence du Gouverneur, puis du domaine présidentiel, ont été ouverts au public en fin de semaine (39). Alors l'impact psychologique de la réalisation est tel que ceux qui ont visité ce parc en reviennent persuadés que Mobutu est vraiment un très grand chef : «Asali Mfumu munene munene», ce qui était le but recherché.

(39) D'ailleurs c'est un symbole : le Président lui-même est donné à son peuple, il s'ouvre au peuple. Homme public, homme sacré, il est objet de culte, mais aussi père, géniteur et don à son peuple...

*Motivations dues au «fait du Prince»* : il faut entendre bien clairement cela au pied de la lettre. Au Zaïre le Président est le «premier qui prend» : «primus capiens», «principes». Il est l'unique : monarque absolu (40). Il est de droit divin (41). Il ne peut être mis en question. La seule manière de le contester, c'est de le supprimer. Si bien que le Président décide à sa convenance, parce que ce qui lui convient ne peut que convenir au peuple : «mon peuple», dit-il souvent (42). Et le peuple c'est lui. Et il est le peuple.

Penser autrement serait sacrilège. Si bien que lorsque le Président construit un nouveau palais, le mal logé de Lingwala, de Selembao ou de Ngaba en est heureux (43) car le principe même de sa misérable existence, le «Grand Timonier» (44), est assuré d'avoir un abri digne de tous. Tous sont comblés par le confort du Prince... Ainsi mûrissent les temps de l'Histoire pour une nation qui l'a oubliée.

*Motivations dues au pouvoir d'un groupe* : il existe des groupes au Zaïre. C'est le fondement même de la société traditionnelle. Et il existe des hiérarchies. Mais actuellement le Pouvoir a promu des nouveaux puissants, des nouveaux notables. Les anciens, pour se maintenir, se sont amalgamés avec eux (45). En outre les Chefs traditionnels qui se seraient combattus il y a un siècle, s'allient actuellement car ils défendent les mêmes acquis : d'où l'apparition d'une classe possédante de la puissance et de la richesse (46). Cependant il arrive que d'autres groupes se manifestent. Ce fut le cas à Ndjili, quand vers 1965, les Ndjilois du quartier artisanal (quartier 7) et certains qui avaient boutiques et ateliers à proximité de l'anneau bitumé qui encercle le quartier 7, décidèrent de se cotiser pour électrifier cet anneau bitumé, ses abords et le quartier lui-même.

- (40) Il y a un Parti unique. La Constitution prévoit que chaque parti ne peut présenter qu'un seul candidat... Cette monarchie «élue» ne souffre pas d'exception, elle est donc absolue.
- (41) Le Mfumu procède du peuple vivant, mais aussi des ancêtres. Or les ancêtres sont une part fondamentale du sacré ; la terre nourricière également : sein se dit «mabele», terre se dit «mabele». Il n'y a que le déplacement de l'accent tonique pour les différencier.
- (42) Ainsi : «je vous avoue que je n'ai jamais considéré le Zaïre, mon pays, comme sous-développé. Car, mon peuple est discipliné, travailleur, digne et fier...» in DISCOURS DU CHEF DE L'ÉTAT, MOBUTU SESE SEKO, A LA TRIBUNE DES NATIONS UNIES A NEW-YORK, du Jeudi 4 oct. 1973. Citation page 13 de l'Opuscule réalisé par le Département de l'Orientalisation Nationale.
- (43) Il doit l'être, c'est son devoir. D'ailleurs MOBUTU fut longtemps persuadé que «son peuple» l'aimait : «mais il suffit, parfois, quand je suis dans une colonne de véhicules avec n'importe quelle autre voiture, ou lorsque le train passe, nous sommes tous bloqués, ou parfois encore à l'heure de pointe, il suffit qu'un enfant crie : alors là, ça devient indescriptible». Et plus loin : «se savoir aimé, mettez-vous à ma place». «Dialogue entre le Général MOBUTU SESE SEKO et les journalistes Suisses», 6 juillet 1973. Citation tirée des pages 14 et 15 de l'Opuscule réalisé par le Département de l'Orientalisation Nationale. Ce texte serait à commenter longuement pour analyser la mentalité de MOBUTU, et à travers lui, l'idée que se font les Chefs d'Etat bantou de leur propre personne. Ils sont légendaires, et ce sont les enfants-êtres purs, naïfs, par excellence, et avenir du pays, qui les reconnaissent et les désignent à la liesse populaire. Actuellement Mobutu ne sort plus qu'accompagné de gardes du corps. Il commence à savoir qu'il est maintenant considéré par son peuple comme un tyran haï.
- (44) Mobutu a ramené ce qualificatif dans ses bagages, depuis Peking où il rencontra Mao Xé Doung.
- (45) Cela rappelle les alliances aristocrates-bourgeoises des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles français.
- (46) Il arrive cependant, et de plus en plus, que les Chefs traditionnels se démarquent des nouveaux Chefs. Plus proches de leurs sujets ils sentent le danger des excès du Pouvoir actuel. Dernièrement, Mai 1978, à la suite de «l'affaire de Kolwezi», des villages entiers ont été passés par les armes : hommes, femmes, enfants. Les Chefs traditionnels furent pendus, les autres fusillés ou massacrés à l'arme blanche. Cela dans le Bandundu, pourtant loin des opérations (témoignage rapporté par un Français revenant de Kinshasa).

Le Pouvoir s'y opposa car pour d'autres fins, le MPR (47) songeait à récupérer l'argent collecté (voir supra).

Ce cas est rare, quoiqu'il arrive que pour résoudre des problèmes de quartier, les Kinois parviennent à se faire entendre. Ce fut le cas pour le maintien du marché, initialement temporaire, du Pont Kasavubu. Ce marché s'installa sur l'emplacement d'un autre de moindre fréquentation, le marché du Pont Kabu. En effet lors de la reconstruction du plus grand marché de la ville, on déplaça les marchands au Pont Kabu. Et ensuite, lors de la mise en service du nouveau grand marché, les femmes-vendeuses du marché protestèrent, demandant le maintien du marché du Pont Kabu plus central. Ce marché s'appelle désormais le marché du Pont Kasavubu. L'association des femmes commerçantes est très puissante, mais elle sert inconditionnellement le Pouvoir.

*Motivations relevant de l'inconscient* : Cette sorte de motivation peut surprendre. Elle existe. Il s'agit en fait d'un phénomène complexe où se mêlent l'habitude, l'ignorance, l'aliénation, la fascination des Puissances dites «Occidentales». Il s'agit pour tout dire d'incompétence, d'une application nationale d'un «principe de Peter». En effet, le raisonnement se fait par étapes :

- 1) - Ce qui était fait par les Belges était bon. Postulat.
- 2) - Nous sommes les nouveaux responsables. Axiome.
- 3) - Nous devons faire aussi bien que les Belges. Décision.
- 4) - Car notre Indépendance et les diplômes obtenus par nos jeunes étudiants, sont la preuve que nous sommes, aussi, compétents. Axiome.

A partir de là, il y a une action qui s'enclanche, cela même si les structures socio-économiques et donc les causes d'actions ont changé depuis 1960.

C'est ainsi qu'on entretiendra, d'une manière quasi maniaque, certains équipements abandonnés par les «colonisateurs», mais dont l'utilité n'est plus évidente, dont l'usage n'a plus de raisons d'être. A côté, le nécessaire ne sera pas entrepris par peur d'une décision non conforme à l'idée qu'on se fait des principes venus d'Europe, ou par peur de ne pas agir dans le sens du Mouvement Populaire de la Révolution. Le plus spectaculaire est l'application que mettent les Travaux Publics de la ville de Kinshasa, qui dépendent du Gouverneur de la ville (premier Commissaire Urbain), à achever l'équipement et les infrastructures des réseaux de l'ancienne ville belge à l'usage exclusif des Européens, alors que la ville est passée de 450 000 habitants en 1960, à 2 500 000 en 1981 ; alors que les «quartiers européens» sont suréquipés (ils le seraient même s'il s'agissait d'une ville d'Europe) ; et alors que les «extensions» couvrent les deux tiers du site et ne jouissent pratiquement d'aucun équipement...

(47) Les Kinois disent «la MPR». Ceci vient de ce que, pour eux, le Mouvement Populaire de la Révolution est plus une police parallèle, et répressive, qu'un Parti de Gouvernement. On saisit là le fossé qui sépare les dirigeants du menu peuple (des «citoyens», selon la terminologie en vogue).

Il semble bien que ces actions soient l'expression d'une fuite devant des responsabilités trop dures à assumer car les problèmes posés par l'existence des «extensions» effraient. Alors on se contente d'exécuter, lentement, certains anciens projets belges. Mais ces derniers même étaient plus vastes et englobaient l'entretien des «cités», ce dont le Pouvoir zaïrois paraît se soucier fort peu. Cela demande, il est vrai, une organisation qu'il fait défaut depuis 1960.

On peut se demander également si le souci de l'apparence, mêlé à un vague sentiment de culpabilité envers le père, que l'on a rejeté en 1960, n'entraîne pas aussi les responsables à vouloir démontrer aux Européens, qui représentent globalement l'Occident (48), qu'ils sont capables de faire aussi bien qu'eux. Et dans les quartiers ainsi entretenus, quasiment aucun Zaïrois ne demeure. Ce n'est pas le moindre drame de l'aliénation coloniale perpétuée par le poids des comportements inculqués, que de voir que, même sans le chercher, les «Européens» continuent à tirer profit d'une situation antérieure officiellement modifiée (49). Et les «extensions» continuent de s'étendre... Et les «extensions» prospèrent dans le dénuement...

Lu à travers l'acception donnée ci-dessus à chaque sorte de motivation, le tableau qualifiant les investissements permet de constater que ceux-ci sont inégaux et très orientés.

On peut y voir l'expression de la société zaïroise actuelle. Une des questions qui se posent à ce propos, c'est de savoir si la société zaïroise est, ou n'est pas, une société de classes. Complémentairement, si les classes ne sont pas telles qu'on puisse employer cette terminologie, car plus que de classes il s'agirait de clans en quelque sorte : les ethnographes belges usaient volontiers des termes de «tribus» et d'«ethnies», on peut se demander si des structures urbaines d'origine coloniale et donc préalables à la situation actuelle n'entraîneront pas l'apparition d'une société de classes, aidée dans son émergence par l'impérialisme des modèles «occidentaux»...

En fait il semble bien que l'on soit en présence d'une charnière socio-psychologique, et ce mot n'est pas satisfaisant pour qualifier le concept très imprécis que l'on devine en formation dans ce moment de l'histoire des peuples d'Afrique, peut-être vaudrait-il mieux dire que l'on est en présence d'une transition acculturative fondamentale... car il y a d'un côté, apportées d'Europe, des notions de classes. Et ces notions apparaissent comme d'énormes coquilles dans lesquelles on aurait tendance à mettre des gens par catégories.

(48) Occident, c'est-à-dire entre autres idées : l'autorité qu'on a osé bafouer, le père contre qui on a osé se révolter, le censeur, le «bon blanc» (terme très utilisé, surtout dans les anciennes colonies françaises). Mobutu a bien senti le danger, c'est pourquoi il a lancé le maître-mot d'«authenticité». Cependant empêtré dans des tendances, des genres de vie qui se côtoient sans vraiment aboutir à un syncrétisme dynamique, il ne peut choisir : la tradition, le monde technique d'Europe —mais il charrie des valeurs inassimilables, et rien ne permet de les remplacer sur place dans l'immédiat— le désir d'indépendance et le désir des acquis des autres civilisations, etc... Il y a une intuition, l'authenticité, le retour à l'authenticité, mais pas de réel pouvoir de suivre cette intuition, car tout passe d'abord par la maîtrise de la production et de l'économie (Marx, Engels «L'Idéologie Allemande») et cela suppose ou un isolationisme féroce (telle la Chine), ou une culture forte, très structurée (tel le Japon). Au Zaïre où rien de cela n'existe, il ne reste que des contradictions quasi insurmontables, d'où la politique incohérente de Mobutu, l'économie ruinée du pays.

(49) Etre «Européen» d'Afrique intertropicale de 1981 constitue toujours une «quasi-rente». Rares sont les «Européens» qui, venus en «touristes» pour quelques mois (ou quelques années) ne trouvent pas un travail, généralement beaucoup mieux rémunéré que s'ils étaient, à valeur et travail égaux, africains. En contre-partie on attend de l'Européen qu'il soit conformiste et conforme à l'idée qu'on en a. Il n'est pas qu'un individu, il est l'expression d'un concept politique.



Il y a de l'autre côté, héritées des traditions précédentes, mais fortement altérées, des stratifications sociales d'appartenance hiérarchiques, où certains sont clients (féaux, sujets, esclaves) des autres, où l'on est d'un clan, d'une «gens», «mes gens» disait-on ailleurs et en d'autres temps.

Ce n'est pas exactement le sujet traité ici, ni le lieu d'analyser vraiment ce domaine social, mais peut-être peut-on, sans preuve démonstrative, énoncer que lentement une société de classes s'amorce. Comme toujours, fondée sur le capital, l'accumulation de richesses (et ceci est une notion sociale et relative), le profit, «l'exploitation de l'homme», cette société (éminemment capitaliste) est en gestation. Cependant compte tenu de l'incapacité où ils sont de s'organiser en fonction des données modernes de l'économie (et il s'agit d'une incapacité totalement sociale, d'un réel manque éducatif), les «profiteurs» de la situation changent constamment. Au demeurant ils semblent également incapables de vraiment contraindre leurs subalternes à produire... Pour cela il faudrait que lesdits profiteurs aient vraiment une notion précise de la production attendue de leurs subalternes....

Cette notion de classe «bourgeoise» en préparation se retrouve en plusieurs auteurs. On a cité J.L. Lacroix, on pourrait aussi citer Gibbal qui se demande «si les sociétés urbaines de l'Afrique de l'Ouest ne secrètent pas des classes sociales de types modernes» (...) Cependant pour qualifier ces dernières, la plupart des observateurs préfèrent au terme de «classe dirigeante», celui «d'élites» en se basant sur la qualité de groupes ouverts qu'ils leurs reconnaissent».

Ces «bourgeois» fluctuants sont en fait les tenants apparents du Pouvoir politique et les otages vrais des grands intérêts internationaux. Sous des apparences d'indépendance ils se font dicter leur action et sont prébendés par des groupes plus ou moins multinationaux, ou très précisément de nationalité déterminée (51). Ce sont eux qui sont les instigateurs des investissements en infrastructures urbaines faits dans les quartiers de haut standing.

#### *La force montante d'une petite bourgeoisie*

A côté de ces quelques privilégiés, une véritable classe s'installe. Cette classe en 1789, en France, aurait fourni la plupart des députés du Tiers-État. Il s'agit d'un groupe de toute origine géographique et «tribale», mais surtout Kongo et Luba du Kasaï qui possède un certain niveau de connaissances techniques, juridiques et plus générales. Il se recrute dans une population à revenus modestes mais assurés et réguliers.

(50) GIBBAL (J.M.), CITADINS ET VILLAGEOIS DANS LA VILLE AFRICAINE (l'exemple d'ABIDJAN). Bibliothèque d'anthropologie, Presses Universitaires de Grenoble, François Maspéro 1974. L'auteur constate aussi l'apparition d'une classe moyenne contestataire, donc pré-1789... La révolution Française de 1789... ce n'est pas seulement un moment de l'Histoire, c'est plus ; c'est un moment de la prise de conscience de l'Homme...

(51) Ainsi des sociétés comme la Société Générale (belge) ou Unilever (néerlandais) sont très puissantes à travers, respectivement, la Société Générale des Minerais (S.G.M.) et les Plantations Lever au Zaïre (P.L.Z.). Ainsi encore, lorsque le Zaïre a des démêlés avec l'Angola (1976-1977 et 1978) interviennent les troupes marocaines, transportées par des avions français, conseillées par des officiers français, alimentées en armes par des Belges, et subventionnées par les U.S.A. Autre schéma, un an après, légion étrangère française et troupes belges, avions U.S., capitaux de toute provenance, maintenance nord-américaine. Tout cela avec l'accord unanime de l'Europe des Neuf. Ce schéma n'est pas spécialement zaïrois...

Les parents étaient (sont) salariés : soit «kalaki», soit ouvriers ou tâcherons, soit «capitas». Les enfants ont été scolarisés (52), ils sont jeunes, ils en savent beaucoup plus que leurs parents, le passé colonial les inhibe moins, ils ont parfois fréquenté l'université. Ambitieux ils désirent s'enrichir par tous les moyens. Or le meilleur est de travailler pour ceux qui possèdent argent, pouvoir et notoriété. Ces enfants pourront peut-être prendre le pouvoir politique après en avoir été les serviteurs et techniquement les maîtres : situation pré-1789 d'une certaine manière....

Ceux-là habitent très souvent les «cités». Leurs parents sont venus à Kinshasa, eux y sont nés, ce sont des vrais Kinois : citadins et désenclavés (53), mais aussi acculturés.

Nés dans les «nouvelles cités» et les «cités planifiées» ils y ont grandi. Ils étaient tout petits au temps de la colonie. Si parfois ils s'installent en périphérie, c'est avec l'espoir de revenir dans la cité de leur enfance dès qu'ils en auront les moyens, car là vraiment et plus qu'ailleurs ils se sentent chez eux, en sécurité. Là vraiment ils sont propriétaires de l'usage de l'espace urbain... Ils passent de toute façon leurs loisirs dans ces «cités». De celles-ci, les plus attractives (à cause de cela pourrait-on penser de prime abord) sont Bandalungwa «Bandal» disent les Kinois avec une touche d'affection ; certains quartiers de Kalamu : Matonge (ex-Renkin), le quartier du 20 Mai (ex-Tata Raphaël), Yolo, la partie «ancienne» de Lemba. On peut citer également les quartiers de Kasa-Vubu (ex-Dendale) les plus proches du boulevard du même nom, et les quartiers de la partie ancienne de Matete.

C'est pour cela que certains travaux de voirie : tronçons de voie bitumée, éclairage public, drainage, réfection de chaussée, ont été effectués dans ces quartiers. Toutes les cartes à grande échelle de l'atlas de Kinshasa, toutes les cartes de la présente étude analysées précédemment, toutes les observations collationnées traitant des ensembles et sous-ensembles de la ville (zones/communes, quartiers/collectivités, sous-quartiers/localités, ou bien encore : catégories socio-professionnelles, etc...), mettent en évidence les particularismes socio-économiques et culturels de ces «cités» et de chaque élément de l'agglomération toute entière (54). Les tableaux et graphiques ci-après sont, à cet égard, convaincants. Ils renforcent l'information cartographique.

#### *But et méthodologie de l'analyse des ensembles et sous-ensembles urbains*

Le but qui a présidé à leur élaboration éclaire la portée de leur signification.

(52) Sous le contrôle, la plupart du temps, de l'enseignement catholique ou protestant, très soumis aux méthodes pédagogiques belges jusqu'en 1972.

(53) Il faut entendre par là qu'ils sont moins piégés par les traditions que le sont leurs parents. Ils pensent Zaïre mais ils savent qu'il y a aussi le reste du monde : le cinéma et la radio font partie des commodités de leur existence.

(54) Notamment les cartes de l'atlas concernant l'habitat, la population, les activités, les équipements, la scolarisation et les loisirs, et plus particulièrement les cartes : «Dynamique de la population», AK 21, commentaires : R. de MAXIMY, et «Organisation Urbaine» AK 39, commentaires : M. PAIN.

Une réflexion sur le sens de la présente étude, menée depuis la création du poste de Léopoldville jusqu'à la ville abandonnée de 1960 et à la ville en suspens de 1981, permet de bien poser la question fondamentale qui devrait être le souci de tout responsable de l'urbanisation et de l'urbanisme (55) de la ville de Kinshasa (56).

Il ne s'agit pas seulement en effet d'exposer une certaine vision d'une capitale de l'Afrique intertropicale ; il ne s'agit pas non plus de privilégier uniquement un certain choix de lectures conduites à travers une ville d'abord coloniale, en désir croissant d'indépendance, puis post-coloniale en gésine d'authenticité. Il s'agit de cela certes, comme il s'agit aussi de définir, de saisir par quels processus la ville actuelle s'est faite ; mais il s'agit bien davantage de cerner ce que peut être un vrai Kinois, Zaïrois citadinisé, intégré à la ville, et ce que peut être l'espace urbain où il se sait maître de son environnement culturel nouveau, fait d'artefacts et structuré par une organisation collective plus ou moins contrôlée, plus ou moins spontanée. Car c'est cela, me semble-t-il, que doit être le premier souci des urbanistes responsables, connaître :

Qui s'approprie l'usage de l'espace urbain ? Ce qu'on appelle avec H. Lefebvre, «le droit à la ville»...

Quel est cet espace approprié dans ses fonctions, identifié dans ses rythmes, ses pulsions et ses ruptures, pratiqué dans sa globalité, même si géographiquement cet espace est parcellisé, si juridiquement il n'est qu'une mosaïque d'éléments privatifs reliés par des infrastructures et des équipements collectifs plus ou moins accaparés par une classe (57) ?.

A Kinshasa, cet espace est celui où le Kinois se sent le plus à l'aise (subjectivité nourrie de la réalité de l'environnement culturel), celui qui exerce le plus grand pouvoir d'attraction, celui que l'on fréquente le plus volontiers, celui dans lequel, ou près duquel, on désire installer sa demeure, se loger.

Ce Kinois est l'acteur permanent, périodique ou épisodique, de cet espace attractif où tous les éléments chers à la réflexion des urbanistes actuels peuvent éventuellement s'intégrer : agora, espace ludique, mobilier urbain familial, monuments significatifs ou bien signifiants, symboles de civilisation, cheminements, connaissance des flux, etc... etc...

La difficulté réside dans la méthode, dans la recherche de «ces longues chaînes de raisons, toutes simples et faciles» (Descartes). L'atlas de la ville est déjà le fruit imagé, instruit de commentaires, complété de documents nombreux, publiés et non publiés, de cette recherche. On y trouve la description du milieu, les disparités apparaissent à sa lecture, il fallait les singulariser et les relativiser : les cartes hors texte qui précèdent s'y sont déjà attachées.

(55) Le terme «urbanisme» est si utilisé, avec tant de signification qu'il paraît utile de préciser qu'en l'espèce il s'oppose à «urbanisation» en ce sens que l'urbanisation est l'expression de la croissance urbaine et de la modification (mutation ?) de la société qui se citadinise, tandis que l'urbanisme est l'exercice systématique par les «Pouvoirs» du contrôle, de la réglementation, de l'équipement urbain, de l'investissement urbain.

(56) Ce souci n'est pas spécifique à Kinshasa, il devrait être celui des responsables de toute forme d'urbanisme, où que ce soit, et pour qui que ce soit.

(57) «A l'urbanisme moderne d'inventer les formes et les conditions où puissent se trouver associées la rigueur du plan et les normes de la vie urbaine ; avec les possibilités d'expression de la subjectivité». Raymond LEDRUT, *SOCIOLOGIE URBAINE*, 226 pp. Coll. SUP. P.U.F. 1968 ; citation tirée de la page 214.

Mais en outre la nécessité s'imposait de trouver une corrélation entre ces disparités et ce que l'on sait des particularités de la population et de ses différences.

C'est pour cela que, des grandes catégories de population (58) et des distributions spatiales et organisées des activités, on a extrait quelques éléments suffisamment significatifs pour autoriser une distribution critique.

Ainsi la répartition relative (pourcentage) des gens, en population scolarisée et en population ayant une activité rémunérée permet l'analyse. En effet une population dont l'ensemble des enfants est scolarisé a déjà atteint un certain niveau culturel et de vie. Une population qui scolarise ses enfants plus longtemps qu'il n'est requis (taux de scolarisation supérieur à cent pour cent, c'est-à-dire plus longue scolarité que ne le prévoit la loi et moyens d'assurer cette sur-scolarité) et dont cependant le pourcentage d'individus exerçant une activité rémunératrice est inférieur à celui de l'ensemble de la ville, peut être considérée comme jouissant de moyens d'existence suffisants pour supporter la charge d'une forte population non rémunérée, sans restreindre cependant sa consommation de services puisque les quartiers abritant cette population sont ceux qui possèdent les meilleures distributions en services et activités induites.

C'est donc sur ce critère que furent construits les graphiques de distribution des «zones» et des quartiers selon leur taux d'activité et de scolarité, et selon l'importance des emplois «intellectuels», c'est-à-dire ni manuels, ni de commerce.

(58) Ceux qui travaillent, ceux qui vont à l'école, ceux qui restent à la maison ; ceux qui se déplacent loin de leur lieu de résidence et de leur «zone» pour l'exercice de leurs activités, ceux qui exercent telle ou telle activité.